



**Doc. 15249**  
29 mars 2021

## L'émigration forcée due à la répression politique

### Proposition de résolution

déposée par la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées

---

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

---

Le problème de l'émigration politique en Europe de l'Est a toujours été important, mais il s'est considérablement aggravé l'an dernier. Cette situation concerne avant tout le Bélarus. Alexandre Loukachenko, qui conserve illégalement le pouvoir, continue de persécuter politiquement à grande échelle l'opposition et les manifestants. Les intéressés sont contraints de fuir, parce qu'ils craignent à juste titre pour leur vie. De nombreux émigrés politiques, originaires notamment du Bélarus, se trouvent aujourd'hui en Pologne, en Lituanie et en Ukraine.

En parallèle, il faut s'attendre à une nouvelle vague d'émigration politique en provenance de Russie. Une tendance à la hausse a été observée au cours de ces dernières années, depuis le retour au pouvoir de Poutine en 2012. Elle pourrait, à présent, s'intensifier en raison des manifestations et de la situation en rapport avec Alexeï Navalny. Comme l'a montré le rapport de *l'Atlantic Council* en 2019, 40 % des émigrés russes en Europe occidentale et aux États-Unis ont déclaré être partis en raison du climat politique général, 33 % ont quitté leur pays par manque de droits politiques et 29 % ont mentionné comme motifs la persécution politique et la violation des droits humains (selon la méthodologie adoptée pour cette enquête, les personnes interrogées pouvaient indiquer plusieurs motifs de départ).

L'émigration politique forcée constitue une violation fondamentale des droits humains et des principes démocratiques généralement admis. Il importe que l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe étudie attentivement cette question et présente un rapport qui demande la fin des persécutions motivées par des considérations politiques et crée des conditions qui facilitent l'obtention du statut de réfugié pour ceux qui en ont besoin.

